

Conseil Départemental du Val-de-Marne  
Séance plénière du 10 février  
Budget primitif 2020

Intervention d'Olivier CAPITANIO  
Président du groupe «Les Républicains-Val-de-Marne  
Autrement»

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le Président,  
Chèr(e)s Collègues,

S'il y a bien une chose sur laquelle nous sommes d'accord, c'est que ce projet de budget primitif n'est une surprise pour personne.

Il est à la fois fidèle au ROB débattu ici en décembre dernier bien que ce dernier comme nous vous l'avions fait remarquer était particulièrement lacunaire sur les grandes masses de dépenses de fonctionnement

Mais ce projet de budget pour 2020 est surtout dans la même veine que les budgets successifs votés depuis le renouvellement de notre assemblée départementale.

Peut-être que celui de l'an prochain, comme l'avait été celui de 2015 avant lui sera un peu différent... et l'annonce qui vient

de nous être faite du vote du budget en décembre me laisse penser que nous aurons un ROB et un budget assez dense. Le discours de Pascal SAVOLDELLI, plus long et plus exhaustif que d'habitude, avait d'ores et déjà d'ailleurs un avant-goût de bilan.

S'agissant des commentaires qu'appelle ce budget, ils seront, cela ne vous surprendra donc pas non plus, fidèles à ceux que nous exprimons depuis 5 ans et à ce que nous avons évoqué lors de l'examen du ROB.

Bien-sûr, c'est toujours un point de convergence, comme l'ensemble des collectivités territoriales vous subissez les décisions des gouvernements successifs qui ont réduit nos marges de manœuvre. C'est un fait qui n'est pas contestable, et que nous ne contestons pas.

L'asphyxie des collectivités territoriales, c'est d'ailleurs la gauche qui l'a commencée avec François Hollande et les baisses drastiques de dotations imposées sans concertation et c'est bien ce gouvernement qui la poursuit avec des moyens certes un peu différents mais tout aussi néfastes.

L'Etat n'a plus d'argent, et il fait la poche des collectivités. La volonté de recentralisation qui est à l'œuvre le conduit à réduire l'autonomie fiscale de nos collectivités.

Nous n'allons pas n'allons pas en dire plus sur le sujet car il a été particulièrement développé depuis plusieurs années et nous avons l'occasion, chacun des Présidents de groupe, de la rappeler au Préfet chaque année lorsqu'il vient présenter devant l'assemblée départementale son rapport d'activités.

Si nous ne contestons pas la responsabilité de l'Etat dans la situation extrêmement fragile du département, nous affirmons cependant qu'il n'en est pas le seul responsable. Nous payons aujourd'hui cash votre entêtement du passé et rien ne permet aujourd'hui de dire que les quelques efforts de gestion que vous faites enfin avec retard permettront d'améliorer la situation.

Premier élément d'inquiétude, le fait que l'équilibre budgétaire repose aujourd'hui uniquement sur le dynamisme des recettes liées aux DMTO qui augmente cette année encore de BP à BP de 25 M€. Sans cette véritable bouffée d'oxygène,

la croissance des recettes est limitée à 8.6 M€, soit une variation de 0.6%. A l'échelle de notre budget c'est vous en conviendrez extrêmement faible.

Vous savez comme nous à quel point cette recette de DMTO est par essence volatile. Un retournement brutal du marché immobilier nous exposerait à de graves problèmes financiers.

Puisque nous parlons des recettes, j'aimerais en profiter pour évoquer les subventions reçues par le Département et plus singulièrement les subventions reçues au titre du Fonds d'investissement interdépartemental d'Ile-de-France.

Le rapport nous apprend que cette subvention est attendue à hauteur de près de 22 M€ pour 2020.

Il nous semble cependant intéressant à cette occasion d'évoquer des chiffres qui ne sont pas dans le rapport mais qui ont été communiqués à la presse le 29 janvier dernier suite au vote du budget du FS2i.

Il s'agit de la clé de répartition financière de cet outil de solidarité entre les départements. Nous notons avec satisfaction de ce côté de l'hémicycle, que malgré un contexte contraint pour l'ensemble des départements, les deux

départements historiquement ancrés à droite, je veux parler des Hauts-de-Seine et des Yvelines, contribuent à eux seuls à hauteur de près de 55 % à ce fonds. Leurs contributions s'élèvent donc à près de 84 M€ alors que le décaissement en leur faveur s'élève seulement à 2 M€ chacun.

Nous l'avons déjà dit, mais nous le notons une nouvelle fois, cette donnée illustre très concrètement, que contrairement à des idées parfois un peu réductrices qui risquent d'être véhiculées à nouveau dans les prochains mois à l'approche d'échéances électorales, la solidarité n'est pas une valeur réservée à la Gauche !

La solidarité des départements gérés par la droite va aussi permettre de financer dans notre département la station de dépollution des eaux pluviales à Champigny, la renaissance de la Bièvre à Arcueil et Cachan, la construction d'un collège à énergie positive à Valenton.

Deuxième élément qui retient notre attention dans ce projet de budget, l'évolution à la baisse de l'épargne brute prévisionnelle malgré, comme nous l'avons relevé précédemment la forte croissance attendue des DMTO. Cette

situation démontre là encore la situation financière extrêmement fragile du département.

Surtout qu'il faut le rappeler, le renforcement de l'épargne brut était l'une des raisons évoquées pour justifier l'augmentation du taux d'imposition de 3%. C'est malheureusement un pari perdu par l'exécutif départemental et c'est surtout une double peine pour les Val-de-Marnais car cette hausse d'impôts n'a pas permis durablement de maintenir notre niveau d'épargne brut.

Troisième élément d'inquiétude, vous le savez, c'est l'évolution de la dette du département.

**Elle croît d'années en années à un rythme que rien ne paraît pouvoir arrêter : 433 M€ au 31/12/2008, 945 M€ au 31/12/2018 soit une augmentation de 118 % en 10 ans.**

En 2019 l'emprunt réalisé s'est élevé à 85 M€... seulement 85 M€ nous dites-vous puisque vous aviez inscrit une enveloppe de 141 M€ au budget primitif...

Non seulement le projet de budget 2020 ne la diminue pas la dette, mais il ne la stabilise même pas puisque vous êtes

contraints d'inscrire un emprunt à hauteur de 153 M€ pour équilibrer notre budget!

Alors certains nous expliqueront certainement qu'aujourd'hui au regard des taux d'emprunt historiquement faible, emprunter ne coute rien à notre budget. Nous avons également entendu cet argument dans la bouche du gouvernement récemment.

Toujours est-il que cet argent que nous empruntons aujourd'hui, il faudra bien le rembourser demain. Et d'années en années, le remboursement de la dette nous coûte de plus en plus cher. 63.59 M€ au budget 2020, c'est l'équivalent de la construction de 3 nouveaux collèges. C'est autant d'argent qui n'est pas investi au service des Val-de-Marnais pour améliorer le service public de proximité.

Et pour s'en convaincre, il suffit de regarder deux chiffres. Pour la première fois en 2018, si l'on en croit les chiffres fournis par la Direction générale des collectivités locales, le remboursement du capital de la dette (56.92 M€) de notre département dépasse le montant des subventions d'investissement (49.9 M€) que nous versons.

Le poids de la dette impacte de plus en plus notre capacité d'action.

En conclusion et malgré votre optimisme affiché, ce budget est d'une fragilité absolue sur le plan des équilibres financiers et ce malgré deux augmentations d'impôts, en 2015 et 2018 :

- C'est un budget qui repose principalement sur des recettes fiscales qui dépendent de la conjoncture, tels que les droits de mutation.
- Malgré cette recette historiquement haute, c'est un budget qui ne permet pas de sortir de l'impasse budgétaire dans laquelle nous nous trouvons. C'est même le contraire, puisque l'épargne brut repart à la baisse
- C'est un budget qui consacre encore et toujours le recours à l'emprunt comme variable d'ajustement budgétaire, ce qui conduit inexorablement années après années à l'augmentation du coût du remboursement de la dette et à la diminution du service rendu aux Val-de-Marnais.

Concernant les propositions pour rétablir des finances plus saines, cela a déjà été évoqué par ma collègue Dominique LE BIDEAU, l'application réelle dans notre collectivité des 35 heures... mais à l'évidence, cela ne se fera pas avant les élections départementales.

Pour toutes ces raisons, le groupe les Républicains votera donc contre le budget primitif 2020 proposé aujourd'hui.

Je vous remercie.

**Olivier CAPITANIO**

*Président du groupe Les Républicains – Val-de-Marne*

*Autrement*